

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ,
DE LA LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille le

14 NOV. 2018

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier suivi par : Mme OUAKI

☎ 04.84.35.42.61.

N° 2018-351 MED

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

à l'encontre de la société GCA Logistics Fos à Port Saint Louis du Rhône

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-50A du 23 juillet 2015 autorisant la société GCA LOGISTICS FOS à exploiter une plateforme logistique sur la zone d'activité DISTRIPORT sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 18 juin 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le rapport établi par l'Inspection des Installations Classées le 15 octobre 2018,

Vu la démarche contradictoire sur le projet de la mise en demeure adressée à l'exploitant par courrier du 23 octobre 2018 ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 26 octobre 2018,

Vu l'arrêté du 26 octobre 2018 portant organisation de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la Préfecture des Bouches du Rhône ;

Vu l'avis du Sous Préfet d'Istres le 12 novembre 2018,

Considérant que lors de sa visite en date du 14 février 2018, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la non démonstration du respect des préconisations en terme de volume consacré à la défense incendie ;
- le non remplissage du « bassin pompiers » ;

Considérant que lors de sa visite inopinée en date du 22 août 2018, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté

- la non disponibilité du réseau incendie interne du site ;
- le non remplissage du « bassin pompiers » ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2013-50A du 23 juillet 2015 ;

Considérant que ces écarts peuvent favoriser l'absence de maîtrise d'un incendie qui pourrait se développer au sein de l'établissement ;

Considérant que cette situation est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GCA LOGISTICS FOS de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2013-50A du 23 juillet 2015 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général par intérim,

ARRETE

Article 1 – La société GCA LOGISTICS FOS, dont le siège social est situé DISTRIPORT Porte d'Asie, 5 avenue de Shangai, 13230 PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE, est mise en demeure de respecter :

- **sous un délai de 1 mois**, la démonstration du respect des préconisations en termes de volume consacré à la défense incendie. Cette démonstration pourra s'effectuer en reconsidérant le volume du « bassin pompiers ». Pour cela, des mesures topographiques de profondeur seront obligatoires.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente le Tribunal Administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou affichage de ces décisions.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la Société GCA Logistics Fos et publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6

Le Secrétaire Général par intérim,
Le Sous-Préfet d'Istres,
Le Maire de la commune de Port Saint Louis du Rhône,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence Alpes Côte d'Azur,
et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Marseille le, 14 NOV. 2018

Le Secrétaire Général par intérim,



Serge GOUTEYRON

